

M 04249 - 41 - F: 1,20€



À la suite du décès d'**Howard Zinn**, Ambre Ivol nous retrace le parcours de cet historien engagé.

REGARDS PAGE 2



Après avoir été réquisitionnés pour pratiquer les vaccinations contre la grippe A, **les étudiants infirmiers se mobilisent.**

ACTU PAGES 4



*L'Énigme du retour*, de Dany Laferrière, témoigne de la **violence vécue à Haïti** bien avant le séisme.

CULTURE PAGE 10

# TOUT est à nous!

4 FÉVRIER 2010 | N°41 | 1,20€ | WWW.NPA2009.ORG

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

## RÉGIONALES

# TOUT CHANGER

# RIEN LÂCHER



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

*C'est parti! Le NPA sera présent dans 21 régions aux élections régionales. Dans onze d'entre elles, des alliances avec d'autres organisations ont été possibles.*

LIRE PAGES 6 à 8

## SUBVENTIONS LES ÉLUS, VRP DE LEURS RÉGIONS

**La concurrence**, véritable fondement du système, existe également entre les régions. Pour convaincre les entreprises de s'installer sur leurs territoires, les élus distribuent aides et subventions. Une logique qui les pousse également à céder au chantage aux délocalisations, en essayant d'arrondir les angles lorsque les salariés se mobilisent. Ce qui n'empêche pas les entreprises de partir si l'herbe est plus verte à côté. **LIRE PAGE 5**

## SANS-PAPIERS ON NE LÂCHERA PAS!



PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

**En conflit** depuis le 12 octobre 2009, les 6000 grévistes sans papiers poursuivent leur mouvement pour obtenir une régularisation massive. Ils ont toujours plus besoin de soutien dans un contexte où le gouvernement cherche à diviser la population sur la question de l'immigration. À travers la lutte des sans-papiers, c'est toute la classe ouvrière qui est concernée. **LIRE PAGE 11**

## ALGÉRIE VAGUE DE GRÈVES OUVRIÈRES

**Depuis** plusieurs semaines, de nombreux travailleurs algériens se sont mis en grève pour obtenir de meilleures conditions de travail, de vie et d'accès aux infrastructures. Malheureusement, ils doivent lutter contre un gouvernement répressif, des directions intraitables et le syndicat UGTA à la botte du patronat. Plusieurs conflits ont ainsi été chapeautés mais le mouvement prend de l'ampleur, les grévistes s'affranchissant de l'UGTA. **LIRE PAGE 9**



édito

Par Vanina Giudicelli

## L'ÉTAT EN PREMIÈRE LIGNE

**E**n Grèce, l'État est au bord du défaut de paiement et des risques similaires existent en Espagne ou au Portugal.

L'Union européenne est donc face à un dilemme : venir en aide à ces pays, ce qui implique des milliards d'euros ; les laisser gérer cette situation, ce qui met en danger la crédibilité de la zone euro, voire le projet d'Union européenne. L'intervention des États pour sauver les systèmes financiers des USA et de l'UE a déjà atteint depuis le début de la crise un quart du PIB mondial, mais la seule reprise évidente est celle de la spéculation. En permettant pour un temps de contenir l'ampleur de la crise, la stratégie des États se retourne aujourd'hui contre eux.

Les dirigeants sont divisés, aucun pays n'est épargné. Face à l'ampleur du problème, Sarkozy a organisé la semaine dernière une conférence sur le déficit. Avec une dette et un déficit publics estimés pour 2010 à respectivement 83,2% et 8,2% du PIB, l'objectif devient la « tolérance zéro ». Le discours démagogique de Sarkozy alliant contestation de la finance débridée et intérêt national est mis à l'épreuve des faits : faire payer le monde du travail. La crise économique entraîne donc également une crise politique. Il devient difficile de faire apparaître l'État comme une solution alors qu'il est le problème. Que les gouvernements soient de droite ou de gauche, partout les populations subissent aujourd'hui des attaques sur les salaires et les services publics, une répression accrue sur les mouvements contestataires, une offensive raciste afin de désigner des boucs émissaires et cimenter une adhésion nationale face aux tensions croissantes entre les États.

Derrière chaque attaque pour renflouer les caisses apparaît un choix de société : qui doit payer pour la crise ? Qui doit décider de notre avenir ? L'attaque sur le système de retraites comporte ainsi un enjeu économique, idéologique et politique majeur. Face à cela, plus que jamais, nous devons « tout changer, rien lâcher ».

## à noter

**6 FÉVRIER, SPORT, ARCEUIL.** L'espace « *le sport est un droit* » organise une journée de travail à Arcueil (Val-de-Marne). Au programme : témoignages, débat, ateliers, etc. RV au Centre Marius Sidobre - Ancienne Mairie, 26 rue Emile Raspail, 94110 Arcueil - RER B Laplace.

**6 FÉVRIER, GAZA.** Manifestation contre l'occupation israélienne en Palestine, à l'initiative du Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens. RV à 14 heures place de la République.

**6 FÉVRIER, CARNAVAL, PARIS.** Le collectif « Pas de bébés à la consigne » poursuit la mobilisation pour défendre la qualité d'accueil et de scolarisation des jeunes enfants. RV à 14h30, face à la mairie du 12<sup>e</sup> arrondissement avenue Daumesnil. Défilé le long de la coulée verte pour terminer à la Bastille.

**6 FÉVRIER, SARTROUVILLE, RÉGIONALES.** Le NPA de Houilles-Sartroville organise une réunion publique : « *Sortir du capitalisme : quelle*

*alternative ? Nos propositions pour les élections régionales* ». RV à 15 heures, Salle du 14-Juillet, rue Henri-Dunant à Sartrouville.

**9 FÉVRIER, ROANNE, ENVIRONNEMENT.** Débat public organisé par le collectif Gauche roannaise « *Les déchets, ça me concerne* ». RV à 18h30 à L'Espace congrès (derrière l'Hôtel de ville), Roanne.

**11 FÉVRIER, CLERMONT-FERRAND, RÉGIONALES.** Meeting unitaire avec Olivier Besancenot (NPA), Christian Suint (Objecteurs de croissance), Pierre Cours-Salies (Fase) en soutien à la liste *La gauche 100 % sociale et écologiste* menée par Alain Laffont. RV à 20h30 à la Maison du Peuple, place de la Liberté à Clermont-Ferrand.

**11 FÉVRIER, NPA, GENNEVILLIERS.** Réunion publique contre les campagnes racistes et anti-musulmans, avec Armelle Pertus (tête de liste 92) et Omar Slaouti (tête de liste 95).

RV à 20 heures Bourse du travail, rue Lamartine, M° Agnettes.

**13 FÉVRIER, SANS-PAPIERS, VITRY.** Le collectif des sans-papiers et le comité de soutien organisent une journée de solidarité avec les sans-papiers de Vitry. Au programme, concert de reggae et Théâtre des Opprimés. RV de 14 à 16 heures à Gare au Théâtre, 13 rue Pierre-Semard (gare RER de Vitry).

**16 FÉVRIER, LIBRAIRIE LA BRÈCHE.** Les Éditions « Les Bons Caractères » vous convient à la présentation du livre de Daniel Guérin *De l'Oncle Tom aux Panthères noires* à l'occasion de sa réédition, en présence d'Anne Guérin, fille de Daniel et de Julia Wright (sous réserve). Lire aussi page 10. RV à 18 heures à la Librairie La Brèche, 27 rue Taine, Paris 12<sup>e</sup>. M° Daumesnil.

**23 FÉVRIER, SOCIÉTÉ LOUISE MICHEL, PARIS.** Réunion-débat « *Comment faire entrer les animaux en politique* », par

Vinciane Despret. RV au Lieu-Dit à 18h30, 6 rue Sorbier, Paris 20<sup>e</sup> (métro Ménilmontant ou Gambetta).

**27 FÉVRIER, NPA, BESANÇON.** Conférence de presse du NPA de Franche-Comté dans le cadre des élections régionales, en présence des quatre têtes de liste départementales et de la tête de liste régionale. RV à 11 heures au Centre Pierre-Mendès-France (Salle 11, premier étage), 3 rue Beauregard, Besançon.

**27 FÉVRIER, MANIF, PARIS.** Manifestation pour la suppression du ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale, à l'appel de la Semaine anti-coloniale. Départ à 15 heures de la place de la Bourse (M° Bourse) vers le ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale.

À SUIVRE SUR  
www.npa2009.org

## regards



Ambre Ivól (DA)

## HOWARD ZINN UN ANTI-IMPÉRIALISTE DE LA PREMIÈRE HEURE

Howard Zinn, auteur de « *Une Histoire populaire des États-Unis* », est mort le 27 janvier à 87 ans. Ambre Ivól, qui l'a bien connu dans le cadre de sa thèse, nous éclaire sur son parcours.

**Comment as-tu connu Howard Zinn ?**

J'ai découvert *Une Histoire populaire des États-Unis* en 2002, quand je travaillais sur l'histoire de la gauche américaine. Son approche par en bas, sa manière de partir des dynamiques des luttes avant de se poser la question des manifestations politiques m'a inspirée, surtout, pour ce qui concerne la période 1930-1940.

Je l'ai revu régulièrement entre 2003 et la fin de ma thèse, en 2009. J'ai participé à développer son audience en France, en lien avec Daniel Mermet sur France Inter, au moment où les Amis du Monde diplomatique lui ont décerné, en 2004, le prix du meilleur ouvrage engagé.

**Quelle est l'importance des années 1940 ?**

Dans les années 1940, il est un historien engagé dans l'anti-impérialisme. La période de l'immédiat après-guerre, 1945-1946, est beaucoup plus confuse, en partie parce que le maccarthisme a déstructuré les organisations de la gauche américaine et Zinn s'est retrouvé orphelin politique. Ceux qui, comme lui, se sont ensuite immergés dans les mouvements de lutte des années 1960 et 1970 ont été sauvés. Lors de la campagne présidentielle de 1948, il est jeune chômeur, ancien combattant et très engagé. Un des candidats à la présidence, Henry Wallace, avait rompu avec le Parti démocrate parce qu'il s'opposait à la stratégie de guerre ouverte contre l'Union soviétique. Wallace faisait campagne contre la guerre froide avec des positions très courageuses notamment sur l'antiracisme et la déségrégation complète. C'est la première fois qu'on rompait avec le bipartisme avec un candidat indépendant, un moment oublié de l'histoire de la gauche. Zinn s'est investi pour Wallace et était le chef de sa campagne à Brooklyn.

On retrouve cette génération marquée par la Seconde Guerre mondiale dans les mouvements antigerre, de libération des femmes ou des droits civiques. On peut citer Norman Mailer, James Baldwin ou encore les frères Berrigan qui étaient des frères jésuites pacifistes, très prompts à l'action directe non violente contre la guerre du Vietnam ou Betty Friedan, très impliquée dans le mouvement féministe.

**Quel a été le rôle de Zinn dans les années 1960-1970 ?**

Zinn est très vite happé par le mouvement à majorité noire dans le Sud et devient un universitaire engagé dans le mouvement des droits civiques. Il met son expertise d'historien, sa connaissance du droit constitutionnel américain au service du mouvement.

La deuxième étape est l'opposition à la guerre du Vietnam

et son ouvrage de 1967, *Vietnam, la logique du retrait*, qui appelle au retrait des troupes américaines. Cela a eu un impact incroyable. Dans différents États, des journaux organisent des sondages et systématiquement la position de Zinn est privilégiée par les lecteurs. Le mouvement antigerre commençait à prendre de l'importance.

**Zinn n'est pas dans un parti politique ?**

La dernière organisation dans laquelle il a été impliqué est le SNCC (Comité de coordination des étudiants non violents). Au début, c'est une organisation pour les droits des Afro-Américains mais, très vite, elle généralise son action, notamment contre la guerre du Vietnam. Zinn était conseiller adulte du SNCC, avec Ella Baker, petite-fille d'esclave.

Zinn n'a jamais rejoint le PC même s'il pouvait être en accord avec lui. À 17 ans, alors qu'il travaillait sur les chantiers navals, il organisait des réunions de lecture de livres marxistes, *Le Capital*, mais aussi de romans. Pour lui, c'était la meilleure éducation. Il est toujours resté foncièrement marxiste. Zinn a été l'un des rares à être favorables au Black Power, à trouver sain de passer sur des positions d'autonomie, de contrôle de ses propres luttes.

**Comment Zinn a-t-il poursuivi son engagement ?**

Il devient journaliste de la contestation mais le combat syndical reste important pour lui. Il a participé à une grande grève à Boston University, en 1979, sur la question des augmentations de salaires. Cela a été son dernier grand combat en tant qu'universitaire salarié. Ensuite, il se met à écrire, en particulier *Une Histoire populaire des États-Unis*, publiée en 1980. Son livre a soulevé beaucoup de polémiques. Il a contribué à changer la façon dont l'histoire est enseignée aux USA car il est synthétique et très facile à utiliser dans l'enseignement secondaire et universitaire. Cela a coïncidé avec une forte contestation indigène dans la fin des années 1970. Son ouvrage a été très utilisé dans ce contexte. En 2003, il s'était vendu à un million d'exemplaires. Il était cité dans des films comme *Will Hunting*, dans la série *Les Soprano* et Bruce Springsteen a fait un album inspiré du livre. Depuis, un autre million d'exemplaires ont été vendus...

interview en version longue sur  
www.npa2009.org

Propos recueillis par Dominique Angelini



## DAVOS PENDANT LA CRISE, LES PROFITS CONTINUENT

Après une édition 2009 du forum économique sous le signe de la crise, celle-ci semble être oubliée en ce mois de janvier.

**A**près avoir fait pleurer dans les chaumières sur TF1, en prenant fait et cause pour les caissières qui «devraient pouvoir travailler plus», les enseignants précaires qui devraient «être titularisés» et autres hypocrisies, super Sarko est retourné au bercail. Car lorsqu'ils sont entre eux, les riches sont partout chez eux. Et c'était bien le cas à Davos, petite station de ski de la Confédération helvétique qui regroupait pour la quarantième fois les puissants de la planète. Sarkozy a donc fait l'ouverture du forum économique de Davos en jouant la partition de la moralisation du capitalisme devant un auditoire pour le moins sceptique et à la limite de l'ennui. Comme le relate la presse, dans un sens de l'euphémisme consommé: «Pas de standing ovation pour Sarkozy». Mais le super président ne s'est pas arrêté là. Il a déclaré que: «C'est bien de prendre des décisions au G20, encore faut-il qu'elles soient mises en œuvre!» On y croirait presque. Alors ne reculant devant aucune rodomontade, il a expliqué que lorsque la France organiserait G20 et G11, alors là, ils verraient bien ce qu'ils allaient voir! Même pas peur, pour tout dire. Car, à supposer qu'il y ait autre chose dans les paroles de Sarkozy qu'un discours de circonstances quelques semaines avant les élections régionales, la réalité est que l'Union européenne en général et la France en particulier ne présentent pas grand chose quand il s'agit de convaincre les puissants. Et une des conclusions de cette dernière édition de Davos est que la stabilité et l'avenir du capitalisme ne se joueront pas, à terme, dans les pays du Nord, mais en Asie et en Amérique latine. Et de ce côté-là, la morale, même lorsqu'il

ne s'agit que de discours n'est pas de mise. La Chine affiche pour 2009 une croissance de près de 9% et l'Inde est à peine plus bas. Pour autant, les banquiers ont fait profil bas et sont venus moins nombreux qu'à l'accoutumée. Et ceux qui étaient là se sont insurgés: comment, on nous demande des comptes? Ce n'est pas comme si les banques étaient à l'origine de la crise financière! Une fois de plus, les États sont les bienvenus lorsqu'il faut injecter des milliards pour sauver les entreprises de la faillite, mais à condition qu'ils sachent

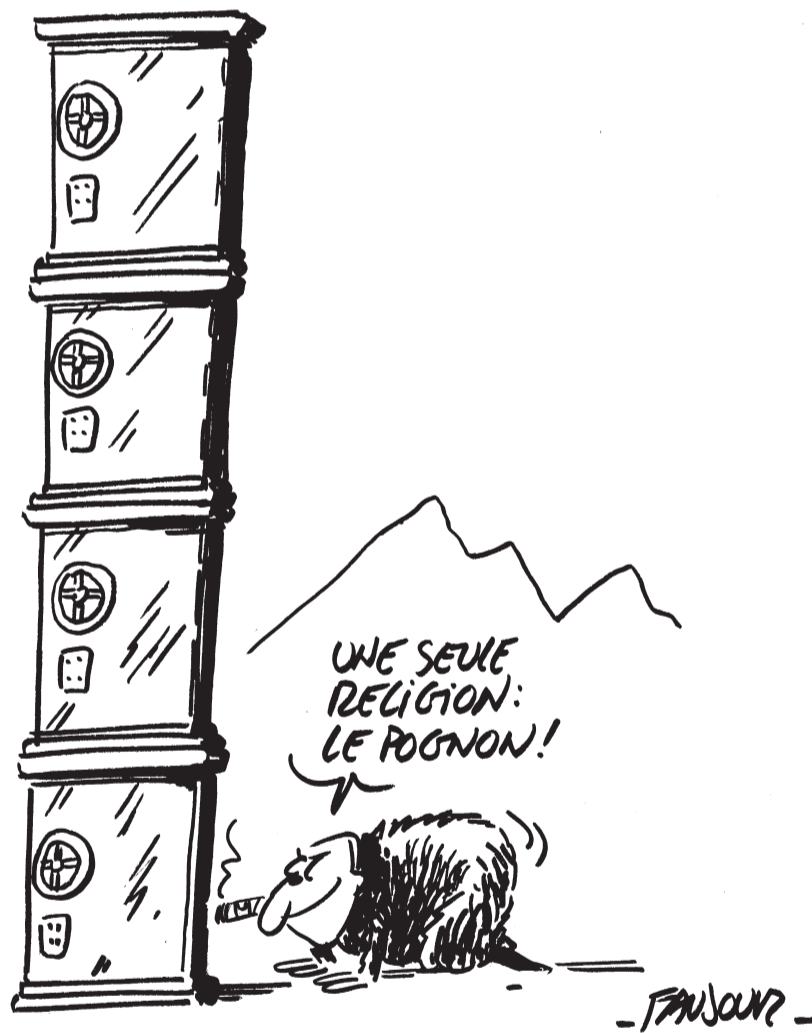
se retirer sur la pointe des pieds. Comme le disait un banquier français: «À vouloir trop encadrer le risque, on risque de le tuer. Or l'entreprise et avec elle l'emploi, c'est au départ une prise de risques.» Il oublie juste de préciser que les risques sont toujours payés par les travailleurs qui font les frais des crises économiques. Alors, le bilan de ces quatre jours de Forum économique dont le mot d'ordre était «repenser, reconstruire, redessiner le monde»? Business as usual... Alors que les 2500 chefs d'entreprise, gouvernants,

universitaires... faisaient en sorte que rien ne change, 30000 altermondialistes retrouvaient le chemin de Porto Alegre, au Brésil, pour le 10<sup>e</sup> Forum social mondial. Ils ne pouvaient que se féliciter d'avoir su prédire que le système libéral courait à sa perte et que leurs préoccupations en termes de régulation ou de taxation seraient reprises au à Davos. Pour autant, ils étaient nombreux à dire que de nouvelles propositions devaient être formulées.

**Dominique Angelini**

1. cité par *La Tribune* du 1<sup>er</sup> février

### INAUGURATION D'UN MINARET À DAVOS...



## PS EUPHORIE ET FLOTTEMENTS

**DIMANCHE** 31 janvier, Martine Aubry réunissait les

secrétaires de section socialistes afin de lancer la campagne pour les élections régionales. Cette initiative a illustré difficultés et contradictions. Certes, le terrain est a priori plutôt favorable à l'opposition. Vengeance judiciaire et coups tordus: l'affrontement entre Villepin et Sarkozy perturbe la majorité. Fillon et les dirigeants UMP peinent à faire ratifier leurs listes de candidats. Le mécontentement populaire vis-à-vis du président et du gouvernement s'accroît. D'ailleurs, les sondages sont extrêmement favorables au PS et Martine Aubry s'est crue autorisée à fixer très haut la barre: non seulement conserver les vingt régions gérées par le PS, mais aussi conquérir l'Alsace et la Corse. Même le résultat de la compétition avec Europe Écologie ne semble plus vraiment inquiéter.

Pourtant, des obstacles demeurent, fragilisant la volonté des dirigeants socialistes de faire des régionales «la première étape de la reconquête». D'abord, il y a eu les déclarations de Martine Aubry sur la retraite. Croyant peaufiner son image de femme d'État responsable – et présidentielle... – elle a froidement proposé l'union nationale entre le PS et la droite pour porter l'âge de la retraite à 61 ou 62 ans! Devant le tollé soulevé, elle a dû faire marche arrière, dans la confusion la plus totale. Les semaines qui viennent permettront d'éclaircir la position du PS, lorsqu'il faudra organiser la mobilisation face aux attaques contre les retraites. Après l'intermède Aubry, le moins que l'on puisse dire est que des doutes existent.

Mais, c'est surtout «l'affaire Frêche» qui est venue gâcher la fête. Ainsi, la direction du PS a – enfin! – décidé de réagir au énième dérapage verbal et nauséabond du potentat languedocien. Certes, Georges Frêche avait bien été exclu du PS, il y a trois ans, pour des faits similaires. Mais cela n'avait pas empêché la direction d'avaliser le choix des militants languedociens de le désigner comme tête de liste PS aux régionales. Martine Aubry déclarait encore son soutien à Frêche, une semaine avant qu'il ne s'en prenne à Laurent Fabius. L'actuelle et vertueuse indignation est donc pour le moins tardive: pendant des années, les dirigeants nationaux du PS ont couvert les propos et les agissements de Frêche, personne ne voulant se fâcher avec celui qui, grâce à son système clientéliste, détient un gros paquet de mandats, toujours utiles dans les votes internes au PS. Enfin, chacun voit bien que la campagne régionale du PS est polluée par les arrière-pensées présidentielles. Ce qui éloigne de la question plus immédiate que chacun devrait se poser avant le vote: depuis six ans, la gestion des régions par le PS – et, dans la plupart des cas, par le PS, le PCF et les Verts – a-t-elle au moins constitué un véritable bouclier social contre la politique de la droite sarkoziste, à défaut d'être une alternative réelle? Une question à laquelle la campagne du NPA apportera des réponses.

**François Coustal**

## et aussi

**TOUS CONTRE L'HOMOPHOBIE.** Le 23 janvier à Mont-Saint-Martin (Meurthe-et-Moselle), un jeune homme a été victime de violences homophobes: insultes, coup de poing, séquestration, puis menaces de représailles par téléphone. En 2009 déjà, et pour la seule ville de Metz, deux femmes et un homme avaient été attaqués en raison de leur homosexualité. Face à cette oppression quotidienne que vivent des millions d'entre nous, c'est en renouant avec nos traditions de solidarité que nous, travailleurs homos et hétéros, nous ferons reculer les préjugés qui nous divisent, et que nous imposerons l'égalité des droits.

**CENTRALE PRIVÉE D'ÉLECTRICITÉ.** À Hambach (Moselle), 2009 s'est terminée par le Non du rapport de l'enquêteur sur «l'utilité publique» du projet Direct Énergie d'implanter une centrale privée de production d'électricité. Un sacré renfort pour les opposants qui ont commencé très fort 2010: samedi 23 janvier, ils se sont retrouvés à 1 000 une nouvelle fois en manifestation à

Sarreguemines en faisant entendre haut et fort leur slogan: «Notre santé vaut mieux que leurs profits!» À juste titre, ils dénoncent à la fois l'importante pollution qui serait engendrée et la recherche exclusive du profit. Le NPA est à leurs côtés.

**GRÈVE MASSIVE À LA SÉCU DANS LE VAL-D'OISE.** Vendredi 29 janvier, près de 80% des 86 agents d'accueil de la Caisse d'assurance maladie du Val-d'Oise étaient en grève et la totalité des 32 agences étaient fermées. Un mouvement construit, à la demande même des personnels, par une intersyndicale CGT/CFDT à laquelle s'est ralliée FO, pour dénoncer l'incroyable dégradation de leurs conditions de travail.

Depuis plus d'un an, les centres de sécu traditionnels ont été vidés de leurs effectifs, n'y laissant que deux à cinq personnes pour assurer l'accueil, la direction pariant sur un reflux des visites des assurés grâce notamment au développement des services sur internet. Comme si l'explosion des bénéficiaires de la CMU dans ce

département où le désengagement progressif de la Sécu crée mécontentement et incompréhension, se réglait sur internet. Dans un premier temps, la seule réponse de la direction a été de proposer l'embauche nette de cinq personnes plus le déplacement de quelques autres d'un service à l'autre, alors que les besoins ont été chiffrés à environ 40 personnes. Face à la détermination des grévistes, des négociations se sont toutefois ouvertes. Parallèlement, la direction a également décidé, en catimini, de fermer définitivement cinq de ses centres pour redéployer les effectifs de l'accueil. Ce qui ne peut constituer une solution acceptable, ni pour les salariés ni, bien sûr, pour les assurés sociaux. Le 4 février, l'un des deux centres de Cergy (préfecture du département qui compte 60 000 habitants), doit ainsi fermer. Le comité NPA de Cergy a alerté la presse et saisi la direction de la CPAM du Val-d'Oise.



## ÉTUDIANTS INFIRMIERS LA CORVÉE

Les étudiants infirmiers ont été massivement réquisitionnés pour vacciner contre la grippe A. Ils se battent pour que leur travail soit rémunéré.

**LA CAMPAGNE** de vaccination contre la grippe A s'est officiellement terminée le 30 janvier, avec la fermeture des derniers centres. Depuis mi-novembre, les étudiants infirmiers de troisième année ont été réquisitionnés pour participer aux vaccinations. Loin d'être une « expérience professionnelle », comme l'avait présenté Roselyne Bachelot, les réquisitions ont surtout été une tentative de remise en cause du droit du travail.

Les réquisitions sont réservées, selon le code de la fonction publique, aux fonctionnaires. L'État est donc dans l'illégalité en réquisitionnant des étudiants infirmiers. Tout au plus, peut-il les autoriser à participer aux vaccinations sur la base du volontariat. Il y a aussi illégalité à envoyer la police au domicile de certains des étudiants qui ont refusé et à les menacer d'une amende de 3 500 euros.

Les étudiants réquisitionnés ne sont payés que pour les heures de travail réalisées en soirée et le week-end. Lorsque les tâches ont été effectuées en remplacement des horaires de stage, il s'agit de travail gratuit, les stages n'étant pas rémunérés mais indemnisés à hauteur de 160 euros pour 140 heures mensuelles de présence.

Si le gouvernement n'a pas eu recours aux infirmiers - y compris les nouveaux diplômés pour la plupart pas encore embauchés - c'est pour des raisons financières, mais également parce que le manque de personnel est tel que cela aurait provoqué une désorganisation massive des services.

Les étudiants infirmiers se sont mobilisés au cours du mois de décembre, exigeant notamment un réel encadrement par des infirmiers diplômés et des conditions de vaccination respectant les règles de base d'hygiène et de conditions de travail (matériel de soin en quantité suffisante, points d'eau, respect des temps de pause).

La mobilisation a permis d'obtenir l'arrêt des réquisitions pour les étudiants ayant leur examen final en février ainsi qu'une diminution du nombre d'heures durant les vacances de Noël. La mobilisation s'est ensuite essouffée au cours du mois de janvier, les conditions s'étant nettement améliorées. La plupart des étudiants n'étaient pas convaincus de la nécessité de se mobiliser pour exiger le paiement de l'intégralité des heures. Néanmoins, cette revendication a gagné en crédibilité au fil du temps et c'est un acquis dans la prise de conscience que tout travail mérite salaire.

La plupart des étudiants n'ont toujours pas été payés et il est probable que certains ne le seront pas, car leur présence sur le lieu de vaccination n'a pas été validée correctement par l'encadrement. Il faudra donc continuer de se mobiliser pour exiger le paiement de tous les étudiants.

Romain Prunier



Bordeaux, le 5 décembre 2009, marche contre le chômage et les précarités. (PHOTO THÉQUE DU MOUVEMENT SOCIAL/JOËL SAINTIER)

## PRÉCARITÉ DANS LA FONCTION PUBLIQUE: SARKO SUPER MENTEUR ?

Contrairement aux déclarations de Sarkozy, sa politique augmente la précarité dans la fonction publique, alors qu'elle atteint déjà des niveaux records.



Lors de son show télévisé, Sarkozy s'est dit prêt à « envisager la titularisation progressive des contractuels » de la fonction publique. Cette déclaration est en totale contradiction avec la politique menée par le gouvernement.

Près d'un million de personnes sont non titulaires dans les trois fonctions publiques d'État, territoriale et hospitalière. 15% des personnels ont un contrat précaire de droit public, sans compter les dizaines de milliers d'emplois aidés de droit privé. L'État est de loin le plus gros employeur de précaires. C'est un système généralisé qui permet de moins payer les personnels, les mettre sous pression, casser les conditions de travail, affaiblir les syndicats...

Si l'annonce de Sarkozy était réellement mise en œuvre, elle concernerait 24% des agents de la fonction publique territoriale (les collectivités territoriales, dont les régions), où la précarité est la

plus développée. Certains secteurs ne reposent que sur des précaires : 99,6% de non-titulaires dans les métiers d'assistante familiale, 88% des animateurs de relais assistantes maternelles, 64% des animateurs de centres de loisirs et 50% des enseignants artistiques. Contrairement à ce que dit Sarkozy, sa politique est à l'origine de l'augmentation de la précarité. Il multiplie les suppressions de postes : 80 000 postes d'enseignants titulaires en moins entre 2007 et 2012 (un emploi sur dix). Dans l'enseignement, la réforme des concours et la masterisation vont avoir pour résultat un volant de précaires supplémentaire, pour des salaires misérables (1 250 euros par mois pour un délégué auxiliaire à bac+5, s'il a un temps complet!).

Dans l'enseignement privé sous contrat, qui représente 20% de l'Éducation, la précarité explose. Dans le secondaire sous contrat, un prof sur cinq est précaire (un sur vingt dans le public, mais en forte

augmentation). Sur les 142 000 enseignants, 15,6% sont non-titulaires, dont 71% de femmes et 45% de temps partiel... Or on sait que bien souvent les profs du privé sous contrat sont un laboratoire des mesures qui sont ensuite généralisées à tous les autres.

Le gouvernement n'a entamé aucune négociation réelle sur cette question avec les syndicats. Il y a fort à parier que Sarkozy faisait référence à une mesure qui existe déjà : le CDI après six années consécutives de précarité ce qui revient en définitive, à imposer six années de période d'essai. Cette loi, mise en application en 2005 dans l'enseignement public et en 2007 dans l'enseignement privé sous contrat, ne sert qu'à généraliser et casser les statuts existants. Elle s'est substituée à des garanties de réemploi des non-titulaires qui existaient précédemment. Ce CDI, attribué de manière totalement arbitraire est dérogatoire à toutes les lois qui s'appliquent dans le

privé. Le Medef en rêve, c'est l'État qui l'applique pour son propre compte.

Pour mettre fin réellement à la précarité dans la fonction publique, les seules mesures crédibles sont d'arrêter les suppressions de postes et de procéder à la titularisation de tous, avec les mêmes statuts que les titulaires. Loin de faire confiance aux fausses promesses de Sarkozy, les syndicats devraient profiter de ces déclarations pour informer et mobiliser sur la précarité, organiser et syndiquer les précaires, mener réellement la bataille contre les suppressions de postes. L'aggravation de la précarité concerne tous les salariés. La généralisation d'un double statut va accentuer la pression sur les statuts de titulaires et aggraver les conditions de travail de tous. À nous de convaincre dans les syndicats, qu'il est plus que temps de se mobiliser sur cette question, tous ensemble, titulaires et précaires.

Correspondant

## et aussi

**LES SCIENCES ÉCO NE CONNAISSENT PAS LE CHÔMAGE.** Le 25 janvier, Sarkozy annonçait que le chômage allait reculer dans les mois qui viennent. Trop modeste. En fait le chômage a déjà disparu... des programmes de sciences économiques et sociales ! Ainsi les lycéens de seconde n'auront plus les outils pour comprendre les débats récurrents sur la mesure du chômage, les insuffisances du chiffrage officiel ou les inégalités face à celui-ci (notamment que le chômage touche principalement... les jeunes). Mais c'est vrai, à quoi bon puiser la théorie économique expliquera aux élèves que le chômage ne saurait exister si le marché pouvait enfin fonctionner tranquillement. Ah oui, avec le chômage disparaissent également : les inégalités hommes/femmes, la précarisation de l'emploi, la reproduction sociale, le partage de la valeur ajoutée, le pouvoir d'achat et les conflits dans l'entreprise. Après les aspects positifs de la colonisation, nous avons droit maintenant aux aspects positifs du capitalisme. Faut bien ça pour retenir le moral en temps de crise.

**GRÈVE DANS LES KFC À PARIS.** Pendant dix jours, les salariés d'une vingtaine de restaurants KFC de Paris et de banlieue ont fait grève pour un treizième mois, une prime d'ancienneté correcte et des tickets restaurant. À Ménilmontant, dans le 20<sup>e</sup> arrondissement, les grévistes étaient très remontés - « conditions de travail difficiles, pas assez de monde dans les cuisines ni aux caisses et une petite prime d'ancienneté après huit ans. » Après dix jours, les patrons n'ont concédé qu'une augmentation de six euros par mois et les grévistes ont décidé d'arrêter leur grève, le 30 janvier. En mars, il y aura de nouvelles négociations et les salariés espèrent que le mouvement repartira. Les 96 sans-papiers de 25 KFC qui ont démarré leur mouvement le 12 octobre sont toujours en grève et occupent jour et nuit, à tour de rôle, une partie du KFC de Châtelet. C'est d'ailleurs pendant la grève sur les salaires qu'une salariée de Ménilmontant a reconnu un des sans-papiers avec qui elle avait travaillé mais qui n'avait pas osé parler de sa situation. Après plusieurs mois de lutte, de nouvelles solidarités se sont forgées

entre salariés français et sans papiers, des solidarités qui ne peuvent qu'être encourageantes pour les batailles à venir.

**FSU EN CONGRÈS.** Le congrès de la FSU s'est ouvert le 1<sup>er</sup> février à Lille par un débat sur l'activité et donc sur le bilan des mobilisations de l'an dernier dans la fonction publique et l'éducation. Les stratégies syndicales, notamment confédérales - la FSU n'étant pas première responsable du fiasco -, sont l'objet de vives critiques, en écho au vote des syndiqués qui a donné une majorité sur cette question à la version du rapport d'activité proposée par la tendance École émancipée. Au menu jusqu'à vendredi, deux questions sensibles : la réforme de la formation des enseignants, menée au pas de charge par le gouvernement et maintenant combattue par toutes les composantes de la fédération et la recomposition syndicale avec la perspective d'un rassemblement des forces se réclamant d'un syndicalisme de transformation sociale à partir de perspectives communes avec la CGT et Solidaires. Nous y reviendrons.



# Nos emplois, pas leurs profits!

**LES M-REAL S'INVITENT À LA TABLE RONDE.** « Interdisons les licenciements chez M-Real, comme ailleurs! » À 300, la manif n'est pas passée inaperçue dans les rues d'Évreux, mercredi 27 janvier. En tête, la banderole CGT-CGC. Derrière, le NPA, très dynamique, suivi du PCF. À la cité administrative, une table ronde réunit enfin autour de la préfète, la direction et les syndicats CGT et CGC, la Filpac CGT, les élus, et aussi des représentants du NPA, du PCF, du PS au titre du « Collectif pour le maintien et le développement de l'emploi ». À la sortie, la suspension du PSE pour un mois, voire deux, est annoncée sous les applaudissements, le temps de permettre une expertise indépendante financée par la région sur des projets alternatifs sous contrôle des syndicats et du comité d'entreprise. La fierté est grande d'avoir imposé un premier recul. Mais personne n'est dupe : Lemaire, ministre de l'Agriculture et député de l'Eure, est en campagne régionale. Alors on continue, pour le redémarrage de l'usine de pâte à papier, sans un licenciement !

**NUIT AGITÉE CHEZ PIER IMPORT.** Dans la soirée du 1<sup>er</sup> février, à l'issue d'un comité d'entreprise, les salariés de Pier Import ont retenu leur direction sourde à leurs revendications concernant les indemnités de licenciement. Le groupe Pier Import a été placé en redressement judiciaire le 2 septembre dernier. Sur 45 magasins, seuls 20 ont été repris, laissant ainsi sur le carreau 150 salariés. Depuis, ces derniers se battent pour obtenir de meilleures indemnités de licenciements, qui leur permettraient, au vu de la crise actuelle, de « tenir » un peu plus longtemps. Les salariés demandent un demi-mois de salaire par année d'ancienneté alors que la direction, conformément à la loi, propose un mois de salaire pour cinq ans d'ancienneté. Après une nuit dans les bureaux, la direction de Pier Import consent à négocier. Comme dit le proverbe : la nuit porte conseil !



## TOTAL VEUT LIQUIDER L'EMPLOI

Malgré une prévision de bénéfices de 8 milliards d'euros pour 2009, Total a décidé de fermer sa raffinerie de Dunkerque. La mobilisation et... les régionales l'ont obligé à reporter sa décision.

**PLUS** d'un millier de travailleurs se sont rassemblés ce lundi 1<sup>er</sup> février au pied de la tour Total à La Défense. Un peu de neige, un vent qui rend encore plus glacée l'esplanade entre les tours symboles du fric engrangé par les multinationales qui décident ici de nos emplois, de notre vie. Tous les sites Total sont présents ainsi que les salariés de plusieurs entreprises sous-traitantes avec l'ensemble des organisations syndicales. Avec beaucoup de détermination, au bord de la colère, nous écoutons les explications de représentants syndicaux au comité central d'entreprise. En effet, une réunion extraordinaire du CCE de Total Raffinage se tenait au cours de laquelle la direction devait nous informer sur l'avenir de la Raffinerie des Flandres à Mardyck près de Dunkerque. En fait, élections régionales obligent, la décision serait reportée à la fin du 1<sup>er</sup> semestre. Mais personne n'est dupe. Total n'a pas l'intention de revenir sur sa décision de fermeture. Malgré 13,9 milliards d'euros de profits en 2008 et 8 milliards prévus pour 2009, le groupe pétrolier cherche à faire toujours plus de fric, ce qui veut dire rentabiliser le raffinage en le faisant dans des pays à moindres coûts salariaux et moindres contraintes écologiques. Sur le seul site de Mardyck cela fait 370 emplois directs et 550 emplois indirects. L'annonce faite au CCE, ne diffère guère de ce qui était prévu : arrêt de la raffinerie, refus d'effectuer le « grand arrêt » prévu en mars (maintenance indispensable à la poursuite de l'activité), réflexion sur la transformation du site en entrepôt, centre de formation avec engagement de reclasser deux salariés sur trois. Mais personne n'y croit. L'occupation du hall de la tour Total nous permet de faire comprendre à la direction que nous avons l'intention de nous faire entendre. Si la mobilisation de ce jour est une réussite, elle ne suffira pas à la faire reculer. Dès maintenant, les organisations syndicales, les assemblées de personnels, dans tous les sites, doivent discuter non seulement de la poursuite du mouvement, c'est-à-dire de la construction d'une grève générale dans l'ensemble du groupe, mais aussi des revendications. Il faut empêcher les patrons de Total de continuer de nuire à l'emploi, à la vie de ses salariés, à l'environnement. Un projet de service public de l'énergie qui réponde aux besoins, assure le maintien de l'emploi et réponde aux impératifs écologiques doit être débattu, défendu par tous les salariés du groupe. Et cela concerne l'ensemble de la société, l'ensemble des travailleurs.

**Correspondant**

## SUBVENTIONS AUX ENTREPRISES LES ÉLUS VRP DE LEUR RÉGION

Avec la décentralisation, les régions sont en concurrence pour inciter les patrons à s'installer ou rester chez elles. Cédant à leur chantage, elles leur versent de plus en plus de subventions. Une logique libérale désastreuse pour les salariés.

**L**es annonces en cascade de fermetures d'usine au cours de l'année écoulée ont créé un quasi-traumatisme dans plusieurs régions, dont certaines ont déjà été fortement frappées par les destructions d'emploi. Avec le développement de la crise économique, les aides apportées par les régions, en complément d'engagements de l'État, sont souvent apparues comme un moyen légitime d'éviter de nouvelles délocalisations. Avec la forte augmentation des chiffres du chômage, c'est même devenu un véritable enjeu politique. Dans ce contexte, c'est la région Poitou-Charentes, présidée par Ségolène Royal, qui est allée le plus loin en prenant une participation de cinq millions d'euros dans le capital d'Heuliez, un sous-traitant de l'automobile. S'il s'agit d'un cas exceptionnel – pour le moment –, il n'en est pas moins symptomatique des liens entre les institutions régionales et départementales et les entreprises privées. L'industrie automobile constitue un bon exemple : la Lorraine, qui a longtemps soutenu

l'usine Smart, vient de lui apporter 900 000 euros et la région Haute-Normandie avance 12 millions d'euros à l'usine de Cléon. Pourtant, cette politique n'est pas nouvelle. La crise économique n'a fait qu'amplifier une dynamique qui existait auparavant et qui ne se cantonne pas à l'industrie automobile. En effet, les politiques de décentralisation ont créé une dynamique centrifuge. Au cours des décennies précédentes, l'État assurait une partie de l'organisation de l'économie dans la perspective d'un développement territorial. La mise en place des politiques néolibérales a détruit ce modèle en déléguant certaines responsabilités aux régions, contraintes aujourd'hui de faire la promotion de leurs atouts et de vanter les qualités de leur territoire. Les conseils régionaux ont mis en place des politiques spécifiques à destination des entreprises, qu'il s'agisse de développer les structures

existantes ou bien d'en implanter de nouvelles. Les patrons gagnent à tous les coups : non seulement, ils se font grassement subventionner, mais en plus, face aux enjeux, ils obtiennent souvent le gel des salaires, sans compter la fin de la taxe professionnelle. Pour les salariés, cette situation ressemble à la double peine : leur salaire stagne, quand ils ne perdent pas tout simplement leur emploi, et en plus ce sont eux qui financent ces subventions par le biais de leurs impôts locaux. Surtout, ce système a un effet pervers : il conduit les élus départementaux et régionaux à tout faire pour calmer le jeu au moindre conflit, par peur de voir l'entreprise plier bagage. Loin de permettre d'organiser les luttes et d'être un point d'appui, ils se conduisent le plus souvent en auxiliaires du patronat local, en conseillant systématiquement aux syndicats et aux salariés la retenue dans les grèves et les revendications. Le fait qu'un certain nombre de présidents de

conseil soient issus d'entreprises, grandes ou petites, renforce cette dynamique. Pour eux, diriger un établissement ou présider une région, c'est du pareil au même. Ce sont les mêmes recettes qui sont à chaque fois appliquées. Jean-Paul Huchon, président de la région Île-de-France et ancien membre de la direction du groupe Pinault-Printemps-La Redoute (PPR), en est le meilleur exemple. Il ne peut y avoir de mesure : soit on s'oppose au fonctionnement du capitalisme et on refuse toute forme de subvention. Soit on l'accepte et il faut aller jusqu'au bout de la logique, qui signifie la mise en concurrence des territoires et des populations pour le plus grand profit de la valorisation du capital. Cette discussion en cours dans la perspective des élections régionales ne doit donc pas être considérée comme secondaire.

**Henri Clément**



Le n° 7 de *Tout est à nous!* La revue, est sorti.

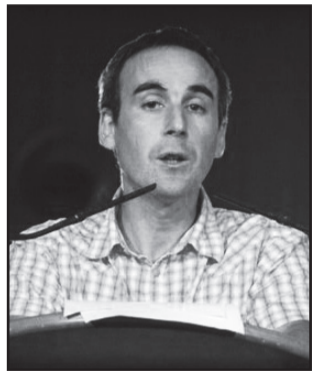
Au programme, un dossier sur les régionales, une interview d'Élie Domota, plusieurs hommages à Daniel Bensaïd... et bien d'autres articles.

Pour la commander, il suffit d'envoyer une chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC, au 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil.



# TOUT CHANGER

C'est parti! Le NPA sera présent dans 21 régions aux élections régionales. Dans onze d'entre elles, des alliances avec d'autres organisations ont été possibles. Voici les candidats qui nous représenteront lors de cette campagne.



**ALSACE**  
Yvan ZIMMERMANN



**AQUITAINE**  
Philippe POUTOU



**AUVERGNE**  
Alain LAFFONT



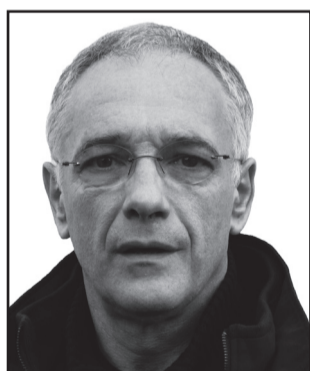
**BASSE-NORMANDIE**  
Christine COULON



**BOURGOGNE**  
Sylvie FAYE-PASTOR



**BRETAGNE**  
Laurence DE BOUARD



**CENTRE**  
Michel LASSERRE



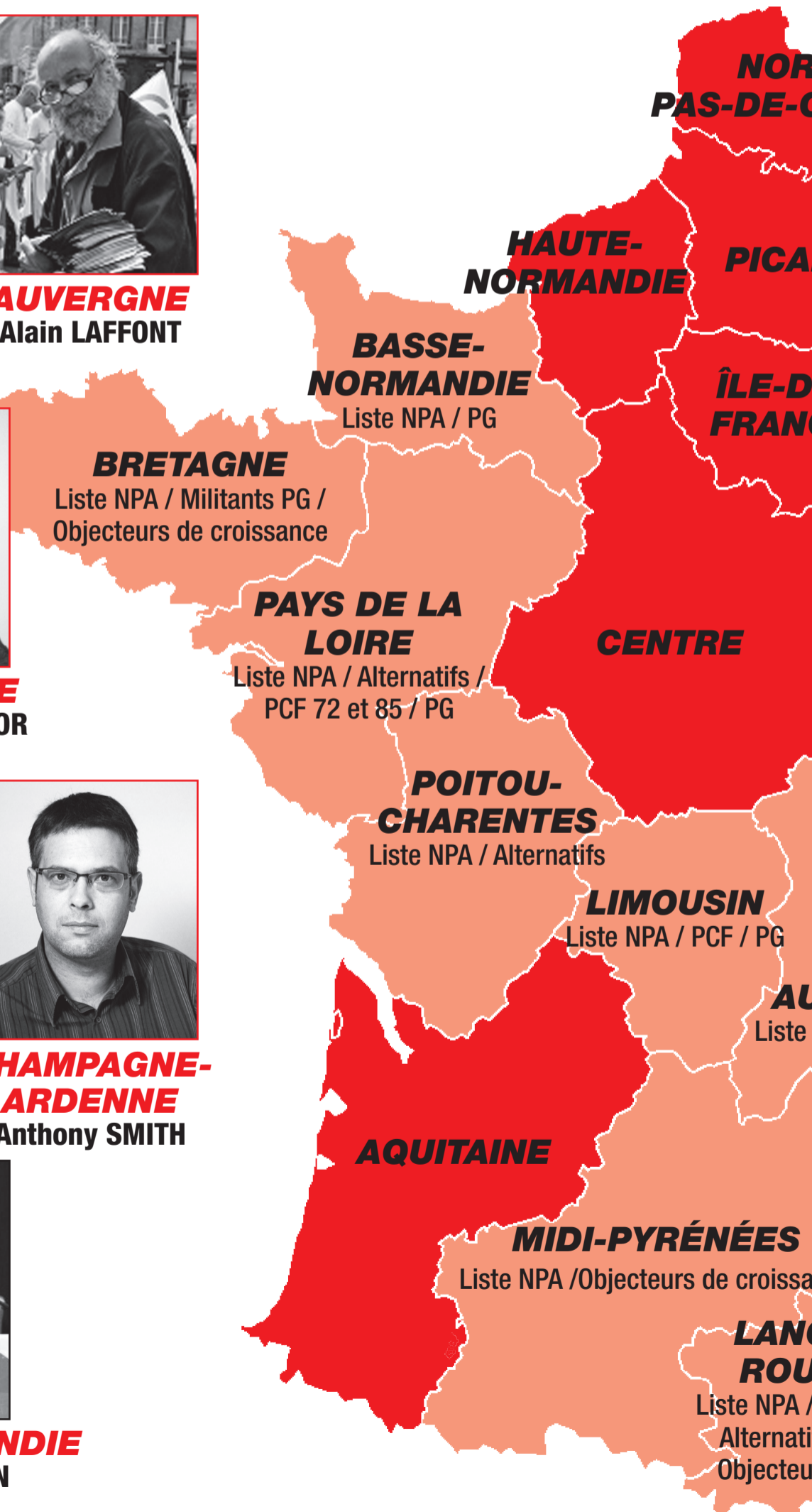
**CHAMPAGNE-ARDENNE**  
Anthony SMITH



**FRANCHE-COMTÉ**  
Laurence LYONNAIS

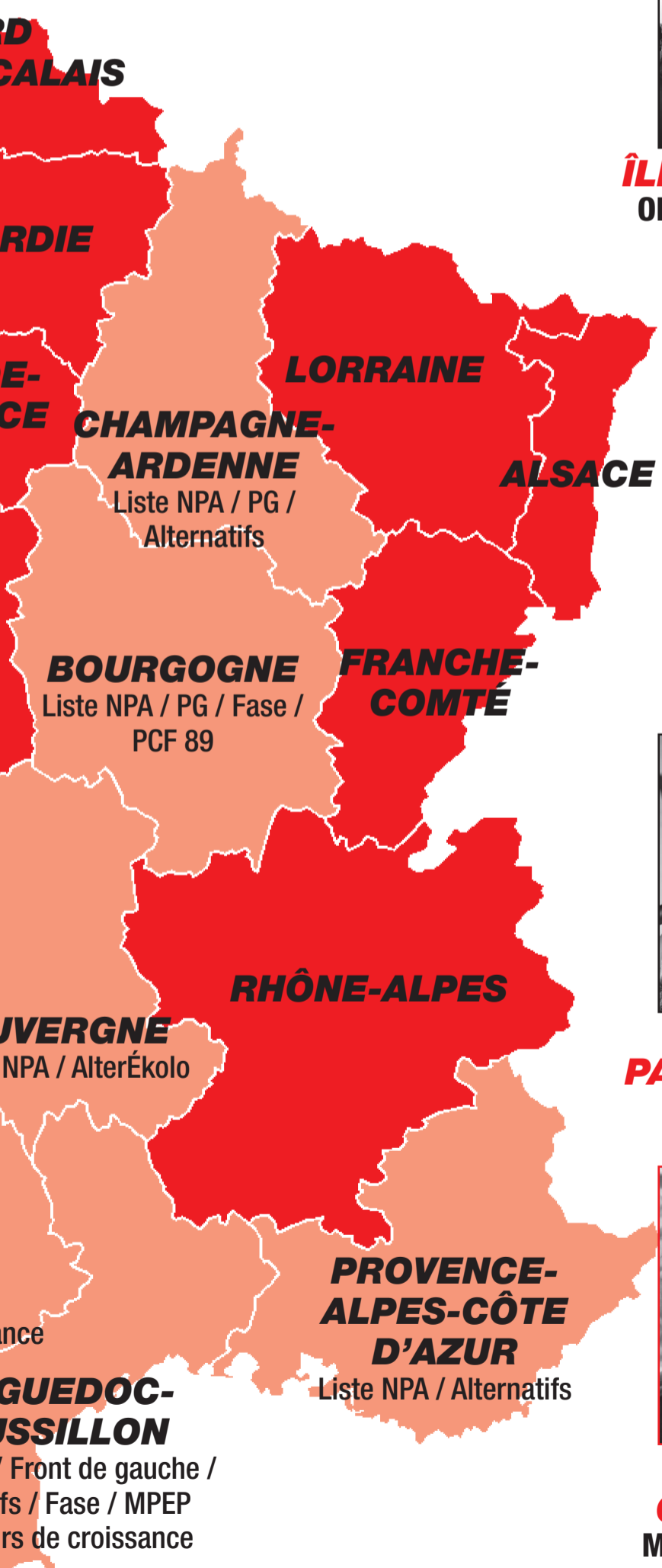


**HAUTE-NORMANDIE**  
Christine POUPIN



# les 2010

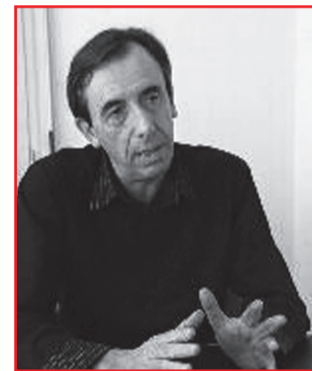
# RIEN LÂCHER!



**ÎLE-DE-FRANCE**  
Olivier BESANCENOT



**LANGUEDOC-ROUSSILLON**  
René REVOL (PG)



**LIMOUSIN**  
Christian AUDOUIN (PCF)



**LORRAINE**  
Jean-Noël BOUET



**MIDI-PYRÉNÉES**  
Myriam MARTIN



**NORD PAS-DE-CALAIS**  
Pascale MONTEL



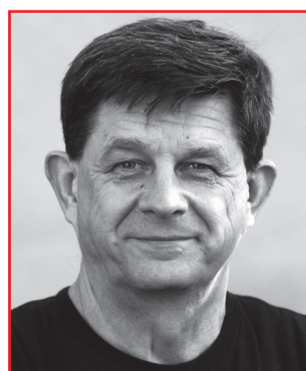
**PAYS DE LA LOIRE**  
Marc GICQUEL (PG)



**PICARDIE**  
Sylvain DESBUREAUX



**POITOU-CHARENTES**  
Myriam ROSSIGNOL



**PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR**  
Pierre GODARD



**RHÔNE-ALPES**  
Myriam COMBET



# RÉGIONALES LA CAMPAGNE RÉGION PAR RÉGION

## NORD PAS-DE-CALAIS

Dans la région Nord-Pas-de-Calais, le NPA présente une liste de 117 candidats conduite par Pascale Montel, ouvrière de la métallurgie et militante syndicale. Composée de salariés du privé, du public, de précaires, d'étudiants, de retraités et de privés d'emploi, cette liste est représentative de tous ceux qui subissent la crise. Bernard Playe, retraité de la dentelle, sera tête de liste pour le Pas-de-Calais.

L'urgence sociale sera au cœur de notre campagne. La région est saignée à blanc, le taux de chômage est le plus important des 22 régions, l'espérance de vie y est la plus faible, le taux de pauvreté l'un des plus élevés, alors même que le nombre d'assujettis à l'ISF la place au sixième rang des régions. Les licenciements et les fermetures d'entreprises se multiplient : Pimkie, Rexam, et tant d'autres. Total, qui annonce huit milliards d'euros de profits, menace de fermer sa raffinerie de Dunkerque en laissant 800 salariés sur le carreau.

Ces élections seront évidemment l'occasion de sanctionner la politique de la droite (c'est Valérie Létard, secrétaire d'État à l'Écologie, qui mène la liste de l'UMP). Mais elles seront aussi l'occasion de dénoncer une gauche qui accompagne tous les mauvais coups du gouvernement et du patronat. C'est ainsi que les représentants du PS à la tête de la région n'ont eu comme réponse aux licenciements des salariées de Pimkie que la proposition d'utiliser l'argent public pour financer à la place du groupe une partie des congés de reconversion. Alors même que Pimkie est la propriété de la famille Muliez, la plus grande fortune de France!

L'écologie sera aussi au cœur de notre campagne. Le Nord Pas-de-Calais se situe à la seconde place pour le nombre de sites pollués en France et compte de nombreux sites Seveso<sup>1</sup> (27 sites, dont deux dans le seul bassin minier).

À l'heure où Besson et Sarkozy essayent de détourner l'opinion de l'urgence sociale avec le débat sur l'identité nationale, où Marine Le Pen, tête de liste pour le FN, est en embuscade, nous exigeons l'arrêt des répressions dont sont victimes les migrants de Calais, la liberté de circulation et d'installation, la régularisation de tous les sans-papiers.

Si la région est gérée depuis 1986 par la gauche, elle n'a jamais été un contre-pouvoir à la droite et aux politiques patronales. Et si formellement le PCF n'a pas intégré l'exécutif régional lors des dernières élections, les partis du Front de gauche, à commencer par le PCF, ne veulent pas assumer une véritable politique de rupture et d'indépendance avec la majorité sortante PS-Verts.

Emblématique de la soumission des partis de la gauche au libéralisme, la riche multinationale GSK, fabricant des vaccins contre la grippe A, basée à Saint-Amand, a empoché, pour créer 307 postes, quelque 30 millions d'euros de subventions publiques, dont deux millions de la région et 6,8 millions de la communauté d'agglomération dirigée par... Alain Bocquet, député-maire PCF de la ville et tête de liste pour le Front de gauche aux régionales. Dans le même temps, GSK met à la porte dans son usine d'Évreux (Eure), 800 travailleurs après avoir empoché plusieurs millions d'euros du conseil régional et du conseil général.

1. Directive européenne qui impose d'identifier les sites présentant un risque d'accident majeur.

## LANGUEDOC-ROUSSILLON

«Région phare», «laboratoire politique», que n'a-t-on entendu ou lu à propos de l'unité réalisée en Languedoc-Roussillon? Par-delà ces superficialités de la presse «politique», les militants des partis à la gauche du Parti socialiste mais aussi un très grand nombre de sans-parti, le peuple de gauche, se sont retrouvés au meeting qui s'est tenu vendredi 29 janvier au Palais des expositions de Montpellier.

3000? 3500? Peu importent les chiffres. Comme en 2005, lors de la campagne pour le «non», la foule des grands jours de mobilisation politique était au rendez-vous. On y retrouvait ceux qui sont engagés dans les combats, comme le refus de la venue à Sète de l'entreprise israélienne Agrexco ou le combat contre les OGM. Ils étaient nombreux à répondre à un appel à une configuration peu habituelle puisqu'il émanait d'À Gauche Maintenant!, la liste qui regroupe, pour les régionales, le NPA, le Front de gauche, les Alternatifs, la Fase, les Objecteurs de croissance et le MPEP.

Le meeting a mis en évidence qu'il était le fruit d'un travail acharné de discussions sur plusieurs semaines, avec des hauts et des bas, en particulier quand s'esquissait chez certains la volonté de créer un arc politique, inacceptable pour nous, allant du PS au NPA. Ce travail acharné, des militants du NPA et d'autres, a débouché sur la signature d'un protocole d'accord et, plus récemment, sur la mise en forme d'un programme s'engageant sur des mesures de rupture avec l'ordre libéral capitaliste, comme «l'arrêt des subventions aux entreprises capitalistes» ou proposant que «le conseil régional apporte son appui à toutes les mobilisations de salariés». Autant de thèmes propres à galvaniser une gauche sociale orpheline de projet politique.

Les discours des membres de la liste régio-

nale ou ceux des responsables nationaux qui avaient fait le déplacement, étaient tous sur la même longueur d'onde, celle du refus du désordre existant où la gauche accompagne les régressions de la droite. Myriam Martin pour le NPA (remplaçant Olivier Besancenot, retenu par le lancement de la campagne en Île-de-France), Jean-Luc Mélenchon pour le PG, Marie-George Buffet pour le PCF ou René Revol (PG), tête de liste régionale, ont martelé, avec leurs mots mais dans la convergence politique, qu'il était urgent de battre en brèche le sarkozysme destructeur des acquis sociaux. Mais qu'il était nécessaire aussi de combattre le président de région sortant, Georges Frêche, exclu du PS mais validé, de façon écrasante dans la région, comme candidat des socialistes et qui venait, une nouvelle fois, de se distinguer par des propos aux relents racistes.

Avec ce meeting chaleureux, c'est une gauche de combat qui s'est mise en ordre de bataille pour mener une campagne de terrain, dans les quartiers et les villages, en rappelant que ces régionales étaient une étape, une étape seulement mais décisive, pour préparer la sortie du capitalisme libéral et pour rompre avec le cycle des reniements sociaux-libéraux.



## CPN PROGRAMME D'ACTIONS

Le Conseil politique national (CPN) s'est réuni à Clichy les 30 et 31 janvier, réunissant une centaine de camarades de la direction du NPA.

Un an après le congrès fondateur, nous avons pu mesurer les efforts de toutes et tous pour construire un outil politique durable, où chaque membre doit pouvoir trouver sa place, s'investir et faire de la politique autrement. Dans ce sens, le travail en groupe autour des grandes activités du NPA a été très apprécié et les collectifs de travail seront pérennisés afin de développer les missions et l'implication de chaque membre dans les tâches de direction.

Des groupes de travail déjà constitués lors des précédents CPN ont ainsi démarré. Un groupe a travaillé sur les élections régionales à venir, ce qui a permis de faire le point sur la situation dans les régions: la structuration, les accords unitaires s'il y avait lieu, les questions administratives diverses. Un second a travaillé sur le porte-parolat, réfléchissant à une possible équipe de quatre camarades, deux hommes et deux femmes. La commission a travaillé dans un large consensus pour énumérer les critères des futur porte-parole (féminisés, diversifiés...) et pour que le prochain CPN élu à l'issue du congrès puisse résoudre cette question. D'ici là, le groupe de travail fera des propositions

au CPN pour aller dans le sens d'un porte-parolat élargi. Deux autres groupes ont commencé à travailler sur nos principes fondateurs et sur nos statuts, pour préparer le prochain congrès. Les objectifs sont d'enrichir notre programme, le compléter, s'interroger sur notre fonctionnement, à partir des comités et après un an d'existence, pour améliorer nos statuts et la démocratie au sein du NPA.

Pour cela le CPN a validé la proposition du comité exécutif d'organiser le congrès du NPA du jeudi 11 au dimanche 19 novembre. Les membres de la direction travailleront jusqu'au CPN des 29 et 30 mai et c'est à la suite de ces réunions qu'il enverra une proposition de réécriture des textes de congrès aux comités. Ensuite, une répartition s'est faite par départements de travail: presse et communication, organisation et construction; grandes commissions d'intervention Cilt et CNE (Commission d'intervention sur les lieux de travail et Commission nationale écologie) et Politique et société (regroupant l'ensemble des activités politiques du NPA et des autres commissions). Ces grands départements ont pour but de faciliter le fonctionnement du CPN et assurer le rôle de direction.

Un peu plus d'un mois avant les élections, ce CPN a aussi été l'occasion de faire le point sur la situation sociale et politique et de développer nos axes de campagne avec, entre autres, notre stratégie pour défendre les retraités. L'urgence est donc de mobiliser le plus largement possible contre cette nouvelle contre-réforme. Le NPA proposera du matériel spécifique: affiche, quatre pages, tract, pour que les militant-e-s soient le moteur de la résistance.

Enfin, comme à chaque CPN, un débat a permis d'approfondir un domaine particulier: ce fut cette fois notre intervention dans la jeunesse. Le congrès de fondation a fait de la jeunesse un des secteurs prioritaires du NPA. Le débat a permis de voir comment développer notre activité, quelle activité et comment construire le NPA dans la jeunesse.

Le prochain CPN est programmé les 27 et 28 mars, avec notamment un débat sur l'écologie, la préparation du congrès et un bilan des élections régionales.

Myriam Duboz

## et aussi

### ARGENTEUIL: C'EST PARTI!

Une quarantaine de militant-e-s du NPA sont intervenus vendredi 29 janvier dans le hall de la gare d'Argenteuil pour lancer la campagne pour les élections régionales en Île-de-France.

Une banderole immense sur la gratuité des transports a été déployée, des tracts et même, symboliquement, des tickets de transport gratuits ont été distribués.

Entre deux plagues musicales, mégaphone en main (rééducation oblige) Olivier Besancenot (tête de liste Île-de-France), Fabienne Lauret (tête de liste dans les Yvelines), Omar Slaouti (tête de liste dans le Val-d'Oise), Cathy Billard (tête de liste en Seine-Saint-



Denis) et d'autres se sont adressés à tous les usagers. Les dimensions sociale et écologique de la gratuité des transports ont été développées, tout comme le nécessaire désenclavement des quartiers populaires, particulièrement pour se déplacer de banlieue à banlieue.

Convaincu-e-s et emporté-e-s par l'enthousiasme ambiant, des usagers se sont mis à distribuer à leur tour, d'autres partant avec quelques dizaines de tracts sous le bras pour leur entourage. Ce sont au total plusieurs centaines de personnes, en moins d'une heure, qui ont pris connaissance de nos positions politiques et ont compris qu'à ces élections nous inviterions, entre autres, le million de chômeurs en fin de droits,

tout comme le million de retraités vivant sous le seuil de pauvreté.

Pour tout changer et rien lâcher, voilà une expérience militante qui en appelle d'autres...

### ERRATUM

Dans l'article sur l'hommage rendu à Daniel Bensaïd à la Mutualité (*Tout est à nous!* n° 28), nous avons attribué à tort à Philippe Pierre-Charles l'évocation de l'engagement anticolonialiste de Daniel. Il s'agissait en fait de Gilbert Pago. Nous lui présentons nos excuses pour cette erreur.





## ALGÉRIE VAGUE DE GRÈVES OUVRIÈRES

En Algérie, l'année commence sous le signe de la contestation sociale. Des actions se développent où les travailleurs s'organisent indépendamment du syndicat officiel, l'UGTA.

MATCH SNVI - GOUVERNEMENT

AUX CHIOTTES L'ARBITRAIRE!!!



**B**arrages routiers, manifestations, grèves, les actions de protestation se sont multipliées ces dernières semaines pour l'emploi, la couverture sanitaire, les retraites, les transports et infrastructures routières et l'absence de biens essentiels comme l'eau, le gaz et l'assainissement.

Dans certains cas, les autorités locales ont rapidement calmé le jeu en accordant telle ou telle amélioration mineure mais, dans les entreprises, les conflits sont importants et difficiles. Les travailleurs trouvent face à eux le patronat, la direction des entreprises, le pouvoir mais également, bien souvent, le syndicat UGTA.

En grève depuis le 10 janvier pour faire respecter la convention collective, les 250 ouvriers de l'usine de production de verre Africaver (wilaya de Jijel) ont suspendu le 24 janvier leur mouvement pour

quinze jours dans l'attente d'une réponse de la direction. Le 12 janvier, 7 500 sidérurgistes d'Arcelor-Mittal sont entrés en grève contre la fermeture de la cokerie et la perspective de plus de 320 licenciements. Poursuivis en justice, menacés de ne pas être payés en février, ils ont repris le travail quinze jours plus tard avec la promesse d'un plan de réhabilitation de la cokerie. Le conflit n'en est pas pour autant terminé car les représailles sont arrivées: poursuites et sanctions de certains militants syndicaux, heures de délégation supprimées, retenues sur salaire.

Mais la grève des 5 000 ouvriers de la Société nationale de véhicules industriels (SNVI) de Rouiba (Mitidja) avec sa violente répression policière contre les travailleurs ouvre, peut-être, une nouvelle période pour le mouvement ouvrier algérien. La grève a été déclenchée contre l'accord direction-UGTA, pour l'augmentation

des salaires et contre la suppression du droit de départ à la retraite anticipée ou sans condition d'âge basé sur 32 ans de service. Manifestations devant le siège du syndicat, barrages routiers et affrontements ont ponctué le mouvement.

La colère gronde contre l'UGTA, accusée d'avoir «livré les travailleurs à l'injustice et à l'exploitation en cédant sur leurs droits», selon les propos d'un travailleur rapportés par le quotidien *El Watan*.

«Le pouvoir d'achat ne cesse de dégringoler et notre situation de se dégrader. Les hauts responsables voient leurs revenus croître sans cesse et nous autres, simples travailleurs, subissons le diktat d'un pouvoir qui n'a d'yeux que pour les intérêts restreints d'une certaine classe», déclare un autre. Trahis, menacés de licenciements ou de retenues de jours de grève par les représentants même de l'UGTA, c'est la mort dans l'âme que les travailleurs ont

repris leur poste, neuf jours plus tard, en attendant l'ouverture des négociations pour lesquelles ils ont décidé de créer un «comité de suivi» indépendant du syndicat.

Dans tout le pays, la contestation s'étend, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'UGTA, instrument du pouvoir, l'un des rares syndicats au monde à avoir approuvé un programme d'ajustement structurel du FMI, aujourd'hui profondément discrédité.

De nombreux syndicats autonomes se sont créés et sont à l'origine des mouvements, en cours ou sur le point de se déclencher, dans l'enseignement, la santé, les transports, etc. L'appel que viennent de lancer les syndicats autonomes de la fonction publique pour la création d'une nouvelle confédération est une initiative particulièrement importante que tous les syndicalistes de lutte de classe doivent soutenir.

Alain Castan

## AFGHANISTAN AVEU D'ÉCHEC

La conférence de Londres sur l'Afghanistan, qui réunissait les forces qui y mènent la guerre, a décidé d'un plan de réconciliation avec les talibans qui déposeraient les armes.

**JEUDI** 28 janvier, à la conférence de Londres, dans le vocabulaire de l'impérialisme occidental, les talibans ont changé de statut. Ils font désormais partie de ceux que Bernard Kouchner, dans une interview au *Figaro*, caractérise comme des «insurgés nationalistes». Souvenons-nous. En 2001, l'invasion de l'Afghanistan a été présentée comme le début d'une croisade pour faire tomber les «États voyous» et les réseaux terroristes de la région. L'Irak, le Yémen, l'Iran, le Hezbollah au Liban ou le Hamas en Palestine étaient visés. Le but de redessiner un «Grand Moyen-Orient» parsemé de bases militaires de l'Otan ou des États-Unis était vendu aux opinions publiques, via la rhétorique du «choc des civilisations». Les talibans, avec qui rien n'était négociable, furent la première cible.

Neuf ans après, le mot qui a dominé la conférence de Londres a été «réconciliation». Après l'attribution du prix Nobel de la paix au chef de la première puissance impérialiste de la planète, Londres décide d'un plan de réconciliation basé sur la corruption. Un fonds international de 358 millions d'euros a ainsi été constitué pour acheter des seigneurs de guerre et des chefs talibans. La rhétorique est évidemment trompeuse car elle s'accompagne d'une augmentation des troupes de l'Otan. Il s'agit en fait d'affaiblir la résistance en la divisant et le secrétaire de la défense britannique a averti que cette stratégie se traduirait d'abord par plus de morts.

Qui pourra encore croire que l'objectif de cette guerre serait la démocratie ou le droit des femmes alors qu'on prône maintenant un accord entre Hamid Karzaï, l'organisateur de fraudes électorales massives, et des chefs de guerre et anciens ministres talibans prêts à retourner leur veste par appât du gain? La stratégie de Londres essaye de sauver l'impérialisme occidental entraîné dans la spirale du «toujours plus de troupes» en Afghanistan alors que la situation devient explosive en Irak, qu'Israël prépare une nouvelle agression au Liban, que les États-Unis déploient des batteries anti-missiles autour de l'Iran et engagent un nouveau front au Yémen.

Désormais l'impérialisme est nu. Car la thématique de la réconciliation est un double aveu. Aveu de la possibilité d'une défaite en Afghanistan qui pourrait sonner comme un encouragement pour la résistance, ruinant la tentative d'en retourner une fraction significative. Aveu ensuite que les raisons données à l'invasion n'étaient que des prétextes. Et cet aveu pourrait peser lourd dans les métropoles de l'impérialisme si les cercueils revenant d'Afghanistan se multiplient.

Point de départ d'une offensive globale, l'Afghanistan est devenu le maillon faible du système impérialiste. Une défaite de celui-ci serait une victoire pour la seule réconciliation que nous voulons construire, celle entre les peuples qu'ils ont cherché à diviser.

Denis Godard

## et aussi

### HONDURAS: PAS DE RÉCONCILIATION AVEC LES PUTSCHISTES.

Mercredi 27 janvier, des centaines de milliers d'Honduriens sont de nouveau descendu dans les rues de Tegucigalpa et de San Pedro Sula pour envoyer un message clair au nouveau président Porfirio Lobo: il n'y aura pas de réconciliation tant que les putschistes n'auront pas été condamnés et tant qu'une nouvelle constitution n'aura pas été adoptée. Le président Lobo, issu de l'oligarchie des planteurs, a été mis en place après un simulacre d'élection organisé par les militaires qui ont renversé le président légitime Manuel Zelaya, le 28 juin. L'énorme manifestation s'est recueillie à l'aéroport où a été assassiné par les militaires, le 5 juillet, le jeune Isis Obed Murillo, première des nombreuses victimes du coup d'État. Cette manifestation populaire se voulait une réponse à la cérémonie officielle d'investiture de Porfirio Lobo qui essaye de convaincre le monde de sa légitimité et propose au peuple de se réconcilier en amnistiant les putschistes.

### HAÏTI: BLESSÉS DÉLAISSÉS.

Quand la réforme de la santé d'Obama se conjugue à la solidarité de façade américaine couleur kaki, ce sont les Haïtiens qui trinquent. En effet, samedi 30 janvier, l'armée américaine a annoncé qu'elle suspendait jusqu'à nouvel ordre les vols d'évacuation des blessés graves, en attendant une décision concernant la prise en charge financière des soins prodigués. Le gouverneur de Floride a demandé à Washington qui prendrait en charge le coût liés à ces soins, assumés par l'État pour l'instant. Ce dernier précise dans un courrier: «Le système sanitaire de Floride approche rapidement de la saturation, en particulier dans les services de traumatologie. Nous ne pourrions pas assumer seuls la poursuite de cet effort».

Les équipes sur place tirent la sonnette d'alarme, expliquant que cette décision va entraîner des morts, faute de soins. Les méthodes de soins sur place (amputations à la va-vite) sont également remises en cause et font polémique.

### ALLEMAGNE ANTIFASCISTE.

En février 1945, des bombardements criminels anglo-américains détruisaient Dresde, tuant au moins 145 000 civils. Il s'agissait de terroriser la population afin qu'elle ne se soulève pas d'elle-même contre les nazis, ce qui aurait gêné les forces d'occupation. Les fascistes et néonazis prennent prétexte du 65<sup>e</sup> anniversaire de ce massacre pour organiser une manifestation fasciste européenne, le 13 février. Une large coalition, composée d'artistes, de militants de la gauche radicale, de députés de Die Linke, des Verts, de syndicalistes et même de membres du SPD a appelé à bloquer la ville. Cette action a été interdite, au prétexte que la marche des néonazis est autorisée. Dans toute l'Allemagne, une grande quantité de matériel (affiches, tracts) appelant à ce blocage a été saisie aussi bien dans des maisons d'édition alternatives que dans les locaux de Die Linke. La riposte s'organise par une large diffusion du matériel interdit et le maintien de la contre-manifestation.



**www.npa-auto-critique.org**

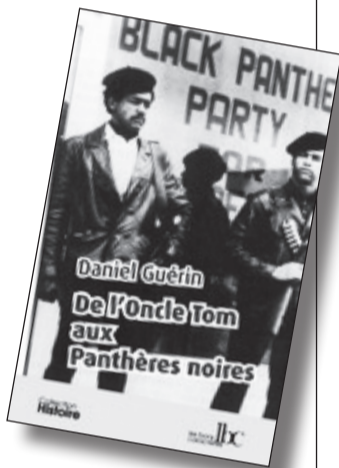
Pour tout salarié de l'automobile, le chômage partiel, les plans sociaux, les suppressions de postes, le gel des salaires, la rémunération à la tâche, l'intensification des cadences, le stress, la fermeture de sites, les délocalisations, font partie du quotidien.

Le secteur automobile du NPA ne reste pas juste spectateur de cette crise-prétexte, puisque, au quotidien, ses militantes et militants se mobilisent pour des victoires. Offensif et toujours réactif, le site auto-critique est une plateforme essentielle à cette lutte. Tracts, actu, dernières infos, ce site animé par nos militants récolte infos, revues de presse, articles de réflexion sur ce secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes.

## DE L'ONCLE TOM AUX PANTHÈRES NOIRES

**DANIEL GUÉRIN**  
**LES BONS CARACTÈRES**

288 PAGES  
15 EUROS

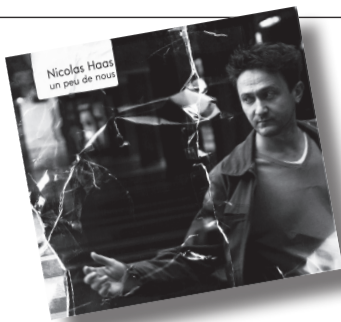


**DANIEL** Guérin, militant communiste libertaire jusqu'à sa mort en 1988, décrypte ici la question noire aux États-Unis. C'est suite à une plongée de deux années dans les communautés afro-américaines que l'auteur publie cette étude. Il commence par analyser l'esclavage, « fruit ni de l'infériorité des Noirs ni de la perversité des Blancs » mais bien de la profitabilité, et le racisme comme l'idéologie nécessaire à cette exploitation économique brutale. Il passe en revue les rapports entre la communauté noire et les « pauvres blancs » du Sud, les travailleurs salariés du Nord, le mouvement ouvrier, le mouvement syndical, le NAACP de Du Bois...

Guérin démontre que seule une interprétation matérialiste de la condition noire permet une explication globale du phénomène ségrégationniste, et permet de tracer la voie de sortie : la lutte des classes des travailleurs, noirs et blancs unis contre la bourgeoisie, tant l'élite noire à plus d'intérêts communs avec la bourgeoisie blanche, même si celle-ci la méprise, qu'avec l'immense majorité des noirs. Il passe en revue les différentes tentatives d'explications et d'organisations des noirs, de Marcus Garvey dans les années 1920 (« Dieu est noir, le retour en Afrique... »), l'alignement du PC américain sur l'URSS (gaspillant son crédit acquis dans les années 1930), le mouvement pacifiste « tactique » de Martin Luther King, jusqu'aux Panthères noires qui, à travers Malcolm X, renouèrent avec la lutte des classes et la Révolution, analysant, comme Trotsky, la condition noire comme une colonisation impérialiste.

**Antoine Detaine**

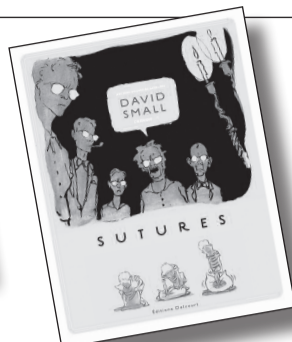
Les éditions Les Bons Caractères présenteront ce livre à la Librairie La Brèche, le 16 février dès 18 heures, en présence de la fille de l'auteur.



**MUSIQUES**  
**UN PEU DE NOUS/Nicolas Haas/AUTOPRODUCTION**

Auteur-compositeur-interprète, une espèce plutôt rare de nos jours et dont Nicolas Haas semble être un des derniers représentants dignes de ce nom. Sa bio sinueuse entre le monde du documentaire et la musique vient pourtant de délivrer un nouvel album. Son ouvrage, au sens artisanal du terme, s'inscrit avec légèreté dans la veine d'une chanson française intimiste sur laquelle il pose son regard entomologiste d'homme d'images, qu'il reste par ailleurs. On trouve un peu de Miossec en plus doux et de Bénabar en moins fade dans cet artiste. Cela vaut encore la peine d'acheter des disques (d'autant plus que Nicolas est membre du NPA).

**Marc Ulmer**



**BD**  
**SUTURES/David Small/DEL COURT/19,90 EUROS**

C'est l'histoire d'un petit garçon que sa mère n'aime pas et que son père ignore. Il vit à Detroit dans les années 1950, dans un quartier résidentiel très classes moyennes supérieures. Son père radiologue représente un des nouveaux héros de l'Amérique, censé guérir ses patients grâce à la science. L'atmosphère familiale est pourtant pesante de non-dits. La grand-mère est étrange, mais on ne doit pas dire qu'elle est folle. La mère ressasse en permanence une colère sourde. Quand, à 11 ans, le petit David développe un kyste dans le cou, il doit pourtant être opéré et perd l'usage de la parole. Ce roman graphique, tout en finesse même s'il est parfois très dur, est un récit autobiographique. Il permet de rendre compte avec grand talent de l'étouffoir que peut parfois constituer le cadre traditionnel de la famille bourgeoise.

**Sylvain Pattieu**



**LIVRES**  
**A CERCLÉ: histoire véridique d'un symbole/**

PARIS, ÉDITIONS ALTERNATIVES  
Avant la culture pop et le street art, existait déjà la propagande politique et son incroyable langage des signes. L'anarchisme notamment fut particulièrement fécond en accroches visuelles pour les adeptes du graphisme transgressif et les apôtres de l'underground militant à la sauce punk. Et ce n'est pas la moindre des qualités de ce livre richement illustré que de traquer les multiples transfigurations de ce fameux A entouré d'un cercle, qui vint sigler toutes les formes de révoltes libertaires, du féminisme à la lutte des anarchistes israéliens contre le Mur. Et de montrer aussi comment mode et pub surent utiliser son impact symbolique pour se parer d'un parfum de scandale, mais sans le goût du risque qui lui donne tout son sel.

**King Martov**



**LIVRES**  
**LE CHŒUR DES FEMMES/**

**Martin Winckler/P.O.L./22 EUROS**  
Bienvenue dans le service Médecine de la femme (MLF). On entend les voix des femmes en consultation, celles des soignants, celle de la jeune interne qui découvre que l'on soigne mieux quand on écoute – vraiment. « Le soignant, c'est celui à qui le patient prend la main. » Comme dans *la Maladie de Sachs* et *la Vacation* (dans un centre d'IVG), le plaisir d'une fantastique transcription de la langue parlée et la rencontre (ou le décalage) entre ce qui se dit et ce qui se pense des deux côtés. En contrepoint, la dure réalité de la médecine « officielle », des mandarins et de leur mépris. On y apprend aussi beaucoup sur les intersexes, on regrette de ne pas connaître un tel service MLF, et on a bien envie de ne plus se laisser maltraiter.

**Isabelle Guichard**

## HAÏTI « LA CULTURE NOUS SAUVERA »

*Le séisme qui vient de frapper les Haïtiens a mis en relief l'actualité du dernier livre de Dany Laferrière, L'Énigme du retour. Pour l'écrivain, présent à Port-au-Prince lors des premières secousses, tout espoir est à attendre de la culture haïtienne.*

**L**e terme de « roman » imprimé sur la couverture a aidé à faire connaître ce livre, le prix Médicis 2009 aussi, et il faut s'en réjouir. Mais il n'y a rien de moins romanesque que le décor et le fond de ce récit, l'enfoncement toujours plus profond dans la misère et la violence des Haïtiens, peuple pourtant surgi d'une des luttes d'émancipation les plus nobles de l'Histoire.

Essai « littéraire » et poétique dans l'esprit de Césaire, ou tableau des effets d'un néo-colonialisme si acharné contre les descendants des esclaves révoltés qu'il les pousse à s'entretuer ou les massacre indistinctement sous couvert d'opérations « policières » internationales ? L'un et l'autre, et c'est même ce qui rend ce livre tout à fait prenant.

Journaliste, syndicaliste révolutionnaire, un temps maire de Port-au-Prince, le père de l'auteur s'opposa si fermement à Duvalier père qu'il fut contraint de s'exiler dès 1959, pour des décennies de vie obscure et miséreuse à New York. Devenu journaliste lui aussi, Dany Laferrière dut à son tour fuir Haïti sous la menace des « tontons macoutes » de Duvalier fils, en 1976. À Montréal, ses écrits parfois retentissants (*Comment faire l'amour avec un nègre sans se fatiguer*, en 1985, est le plus célèbre) finirent par lui assurer une vie décente, selon les critères nord-américains. À l'annonce de la mort de son père, qui avait toujours refusé de le revoir, il s'est senti tenu de porter la nouvelle à sa mère restée en Haïti, et a dû constater l'immonde dégradation de ce pays où l'on apprécie l'élégance, la culture, le beau parler et le beau geste avant tout.

Témoignage si personnel dans son phrasé et son sens des « choses vues » qu'il dépasse en émotion les meilleurs reportages, ce livre ne se résume pas, mais constitue certainement une des meilleures introductions publiées récemment sur les malheurs présents d'Haïti, une des plus élégantes aussi. Brouillant certaines pistes à dessein, au titre du « roman » ou de la prudence politique, il force ses lecteurs à se soucier en détail des Haïtiens d'aujourd'hui, en butte aux pratiques les plus honteuses du capitalisme néo-esclavagiste.

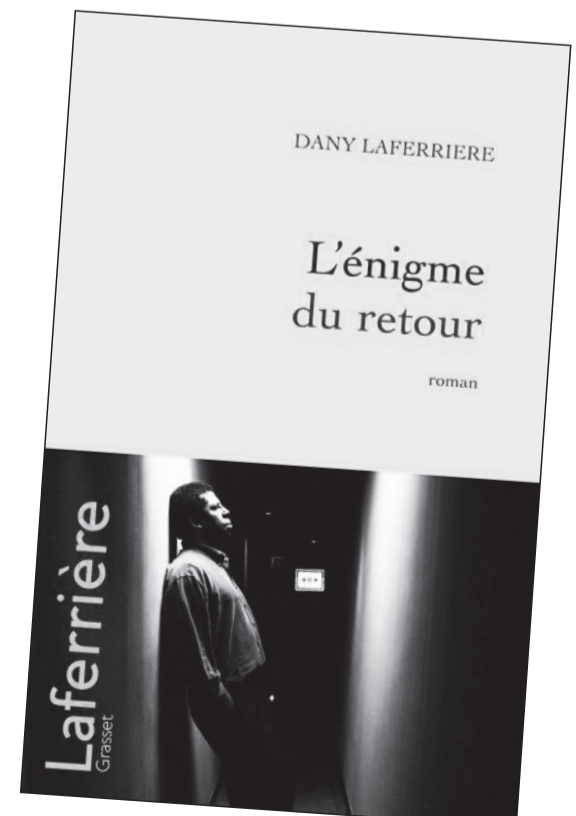
*L'Énigme du retour* était écrit avant que le séisme du 12 janvier n'en rappelle l'actualité. Depuis, Dany Laferrière a confié à la presse ce qu'il a observé alors à Port-au-Prince ou à Pétionville, moins touchée : « Ce qui a sauvé cette ville, c'est l'énergie des plus pauvres. » Venu s'assurer que le peintre et dramaturge

Frankétienne était sain et sauf, il le vit bouleversé de voir sa maison fissurée et d'avoir à renoncer à sa dernière pièce de théâtre, qui évoque un tremblement de terre à Port-au-Prince ! « Il m'a dit : 'On ne peut plus jouer cette pièce'. Je lui ai répondu : 'Ne laisse pas tomber, c'est la culture qui nous sauvera. Fais ce que tu sais faire.' Et d'ajouter : « On ne va pas se laisser intimider par un séisme... »

**Gilles Bounoure**

*L'Énigme du retour*, Dany Laferrière, Grasset, 18 euros.

1. Voir sur ce sujet le film *Ghosts of Cité Soleil*.





# GRÈVE DES SANS-PAPIERS ON NE LÂCHERA PAS!

6 000 travailleurs sans-papiers, en grève depuis le 12 octobre 2009, poursuivent courageusement, dans des conditions très difficiles, un bras de fer sans précédent contre le gouvernement.



(PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB)



Leur détermination est exemplaire. Elle fait face à un gouvernement qui les pourchasse et propage le racisme et l'islamophobie et une droite qui multiplie les provocations racistes et sécuritaires (loi contre la burqa, déni d'asile aux 123 kurdes arrêtés en Corse, « jungle » de Calais, déclarations racistes d'Hortefeux et Morano). Le gouvernement a une attitude encore plus intransigeante qu'en 2008. À l'époque, alors que le mouvement avait regroupé dix fois moins de grévistes, il y avait eu près de 3 000 travailleurs régularisés. Aujourd'hui, la situation est plus difficile. La circulaire du 24 novembre 2009 exclut la plupart des grévistes avec des critères très restrictifs. Le ministre évoque le chiffre de 500 à 1 000 régularisations, alors que 6 000 sans-papiers sont en grève et que 400 000 travaillent en France. Les grévistes sans papiers refusent toujours le dépôt de dossier au cas par cas. Ils luttent maintenant pour une régularisation globale des 6 000 grévistes, passant par l'obtention de promesses légales d'embauche délivrées par chaque entreprise et déposées collectivement au ministère du Travail et non dans chaque préfecture. Le gouvernement parie sur l'usure du mouvement. Les représentants syndicaux attendent toujours un rendez-vous avec le ministre Darcos. Malgré leur courage, les grévistes éprouvent de la lassitude et de l'épuisement. La répression judiciaire et le harcèlement policier ont abouti à l'évacuation des plus gros piquets, dans les agences d'intérim et les chambres patronales. Après bientôt quatre mois de grève, la

question financière devient décisive. Les piquets ont besoin d'argent, de charbon pour le froid, de nourriture. Des travailleurs sont contraints de retravailler pour survivre. La grève est soutenue par la CGT, Solidaires, la CNT, de nombreuses associations (RESF, LDH, etc.) et plusieurs dizaines de comités. La question des perspectives traverse le mouvement. Jusqu'à présent, même s'il y a beaucoup de signataires, le soutien des organisations est resté limité et local. La stratégie de la direction de la CGT a toujours voulu limiter la lutte à la question du travail alors qu'il est évident que la lutte des sans-papiers entre en opposition frontale avec la politique gouvernementale sur l'identité nationale. Cette limitation n'a pas permis l'élargissement du mouvement. La CGT n'a pas cherché à mobiliser ses syndiqués sur cette question au-delà du symbolique. Alors que beaucoup de sans-papiers travaillent chez des sous-traitants de grands groupes, comme Bouygues ou Veolia, jamais il n'y a eu de travail de mobilisation en direction des salariés « légaux » de ces entreprises. Ce sont pourtant tous les salariés qui subissent la pression vers le bas exercée par l'exploitation féroce des travailleurs sans papiers. L'appel au soutien financier a été peu diffusé, ne permettant de collecter que 30 000 euros au niveau national, soit cinq euros par gréviste. Ce n'est que trois mois et demi après le début du mouvement que, face à l'isolement, la CGT a réuni les comités de soutien en Île-de-France. Pourtant les possibilités existent. Malgré la censure médiatique quasi totale, le gouvernement n'a pas réussi à gagner la ba-

taille de l'opinion, comme le montrent les récents sondages. Au KFC les Halles, une grève commune des travailleurs sans papiers et français a été menée, pour la régularisation, des augmentations de salaires et l'amélioration des conditions de travail de tous. Mais cela est resté embryonnaire. Plus que jamais, il est nécessaire de construire un vaste mouvement antiraciste, unissant les travailleurs français et immigrés, avec les syndicats, les associations, les partis de gauche. C'est ce que le NPA a essayé de faire à son échelle. Le NPA a initié un appel des partis de gauche de soutien actif aux grèves, mais cela ne s'est pas traduit par une mobilisation réelle des autres partis, qui séparent campagne électorale et luttes sociales. Mais tout n'est pas perdu, bien au contraire. Même si la situation des grévistes est difficile, avec le risque d'un délitement du conflit entreprise par entreprise, cette lutte constitue déjà une victoire dans la bataille de l'opinion publique. Il faut poursuivre le combat pour la régularisation de tous les grévistes, ce qui constituerait une défaite pour le gouvernement. Il faut que les sans-papiers s'invitent dans la campagne électorale. Il faut augmenter le soutien, en particulier au niveau financier. RESF vient de collecter 10 000 euros pour les grévistes et lance un appel national au développement des comités de soutien partout en France. Il y a urgence. Leur lutte est la nôtre.

**Antoine Boulangé**

Vous pouvez effectuer un don en ligne à : [www.solidarites.soutiens.org/category/archives/sanspapiers](http://www.solidarites.soutiens.org/category/archives/sanspapiers)

## boîte à lettres

Pour nous écrire, pour prendre contact : [redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)

**EUROPE ÉCOLOGIE. O. M. (HAUTE-VIENNE):** Je réagis à l'article sur les positions de Europe Écologie aux élections régionales [Tout est à nous ! n°39]. [...] Faudrait-il que le NPA fasse des yeux doux à des « personnalités » adoubees par les médias, au fond politique indéfini et incertain, pour mettre en avant des personnes et plus des idées? Faudrait-il, sous prétexte qu'un mouvement politique, qui a trahi la quasi-totalité de ses objectifs et de ses « idéaux », a fait 16% dans un scrutin où 60% des électeurs ne sont pas allés voter, insister plus encore sur l'aspect écologique de nos propositions, déjà les plus radicales de ce point de vue? Et au détriment de quel autre aspect? Par ailleurs, sans être un spécialiste des Verts, il me semble que l'article oublie des points essentiels: l'orientation toujours plus à droite des Verts, qui entraîne le départ progressif des militants de son aile gauche, l'absence totale de regard critique sur leur responsabilité dans les

mesures prises par le gouvernement Jospin et notamment le démantèlement de services publics de transport (début du démantèlement de la SNCF), d'énergie (traité européen de Barcelone ouvrant la distribution d'énergie à la concurrence), de gestion des forêts publiques (début du démantèlement de l'Office national des forêts)... Autant de secteurs importants quand on se préoccupe un tant soit peu d'écologie politique. Si ces éléments sont certainement connus d'une bonne partie des lecteurs de TEAN, il est tout de même utile, à mon avis, de les rappeler dans un article sur la stratégie des Verts. TEAN étant encore un journal uniquement de militants, je pense que ceux-ci espèrent y trouver des éléments d'information et de réflexion introuvables dans les médias dominants, même si je suis d'accord pour avoir une acceptation assez large de ces éléments, au niveau de la variété des sujets évoqués.

## S'ABONNER

### Abonnements

#### par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez nous le formulaire accompagné d'un RIB à N. S. P. A. C, 2 RUE RICHARD LENOIR, 93100 MONTREUIL.

HEBDOMADAIRE du NPA  
(14 euros par trimestre)

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA  
(25 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires  
 HEBDOMADAIRE du NPA  
(10 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires  
 HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA  
(19 euros par trimestre)

J'autorise par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvement trimestriel établis à mon nom, qui seront présentés par :

ORGANISME CREANCIER:  
**NOUVELLE SOCIÉTÉ DE PRESSE,  
D'AUDIOVISUEL ET DE COMMUNICATION  
(NSPAC) - 2, RUE RICHARD-LENOIR  
93100 MONTREUIL  
NUMÉRO NATIONAL D'ÉMETTEUR:  
554755**

#### Titulaire du compte

**NOM:** .....

**PRENOM:** .....

**ADRESSE:** .....

**CODE POSTAL:** .....

**VILLE:** .....

**MAIL:** .....

#### Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET

N° DE COMPTE

CLÉ RIB

**DATE:** .....

**SIGNATURE:**

#### Etablissement teneur du compte

**BANQUE:** .....

**ADRESSE:** .....

**CODE POSTAL:** .....

**VILLE:** .....

**Abonnements par chèque** à l'ordre de N.S.P.A.C (2, rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil) ENTOUREZ LA FORMULE QUE VOUS AVEZ RETENUE:

**FRANCE ET DOM-TOM**  
L'hebdo 6 mois 1 an  
**28 euros 56 euros**

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an  
**50 euros 100 euros**

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo 6 mois 1 an  
**20 euros 40 euros**

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an  
**38 euros 76 euros**

Abonnement à la revue mensuelle 6 mois 1 an  
**22 euros 44 euros**

**ÉTRANGER**  
L'hebdo 6 mois 1 an  
**45 euros 90 euros**

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an  
**65 euros 130 euros**



## ÉDUCATION MOBILISATION EN DEMI-TEINTE

Samedi 30 janvier, entre 12 000 et 15 000 manifestants plus un dromadaire ont battu le pavé parisien de la place Denfert-Rochereau à la rue du Bac pour protester contre les suppressions de postes, la réforme de la formation des maîtres, en particulier les conditions de stage des futurs enseignants, les contre-réformes du ministère, réforme Chatel en tête, et « contre l'école au régime sec ». Les syndicats n'ont pas réussi à mobiliser leurs troupes à la hauteur de l'enjeu. La faute au froid ? Peut-être... au manque de perspectives certainement. La préparation de la rentrée dans le secondaire avec l'arrivée des dotations horaires globales rencontre pourtant de vives réactions

dans les salles des profs et une forte inquiétude chez les parents. La grogne gagne tous les secteurs du monde de l'Éducation et nombreux sont les enseignants qui veulent se battre. Certains établissements depuis la semaine dernière se sont mis en grève, espérant être rejoints et que leurs syndicats appellent à d'autres journées de mobilisation dans un court délai et en semaine, cette fois-ci... Même si elle n'a pas été massive, la mobilisation de samedi a montré toutefois la volonté des personnels, des parents et des élèves de faire reculer le gouvernement mais le mouvement doit s'étendre encore. Haut les cœurs !



Paris, 30 janvier 2010, manifestation des enseignants. (PHOTO THÉÂTRE ROUGE/JR)

### LE CHIFFRE

# 600 000

**C'est le nombre d'enfants mal logés en France, selon le rapport annuel de la Fondation Abbé-Pierre. Beaucoup vivent à la rue, d'autres sont hébergés chez des tiers, à l'hôtel ou dans des logements surpeuplés. La construction de nouveaux logements est en baisse et 10 000 ménages reconnus prioritaires par la loi Dalo sont toujours sans logement. Pour la Fondation, des solutions existent, il s'agit d'un manque de volonté politique. Tout à fait d'accord, exigeons le blocage des loyers, des constructions de logements sociaux et la réquisition des logements vides.**

### EMARQUEMENT IMMÉDIAT!

Après avoir annoncé 600 000 gardes à vue pour l'année 2009, le ministère de l'Intérieur admet aujourd'hui que c'est en fait 800 000 gardes à vue qui ont été réalisées. Il avait juste « omis » les gardes à vue pour délits routiers. Étonnant ? « On peut penser qu'il y a eu une volonté de dissimulation, pour éviter d'afficher une augmentation globale trop importante », affirme Matthieu Bonduelle, secrétaire général du Syndicat de la magistrature. Et encore, on ne compte pas les DOM-TOM ! Les gardes à vue sont pourtant de plus en plus contestées : trop nombreuses, avec trop d'irrégularités... Ainsi, les avocats sont déterminés à poursuivre leur combat pour une plus grande présence de la défense pendant la garde à vue, à l'occasion notamment de la réforme constitutionnelle entrant en vigueur le 1<sup>er</sup> mars. La banalisation de l'usage des gardes à vue est liée à la culture de la performance, largement pratiquée par la police.

### PETITS ARRANGEMENTS ENTRE AMIS...

2001 : le groupe allemand Bertelsmann ou BMG musique bénéficie, pour s'installer à Oeting, près de Forbach en Moselle, de subventions à hauteur de 360 000 euros dont près de 150 000 provenant du conseil régional. 1<sup>er</sup> septembre 2009, Bertelsmann revend son imprimerie spécialisée dans l'impression de jaquettes de CD à un groupe hollandais, Lithorade BV. Mais Sonopress Bertelsmann possède toujours la moitié du site. 21 janvier 2010 : 24 salariés soit la moitié de la boîte sont menacés de licenciement ! La raison évoquée est la baisse du prix du CD. On ne va pas nous la faire... C'est bel et bien un catalogue client que le groupe a « racheté », client unique qui n'est autre que Sonopress qui appartient au groupe Bertelsmann ! Les salariés font les frais de

### VICTOIRE À MANTES-LA-JOLIE.

Les 82 salariés de Sotrema à Mantes-la-Jolie (Yvelines) ont repris le travail le 28 janvier, après dix jours de grève reconductible. Cette société d'économie mixte s'occupe du ramassage des ordures ménagères sur le bassin mantais et de la gestion des parkings de Mantes-la-Jolie. C'est la décision du maire UMP de confier l'activité des parkings au groupe Vinci qui a mis le feu aux poudres. Les salariés de Sotrema travaillent souvent dix heures par jour pour des salaires de misère alors que leur société fait des bénéfices. Grâce à leur grève, ils ont obtenu 2% d'augmentation de salaires, le paiement d'heures supplémentaires et la compensation des jours de grève. Mais ils n'ont pas pu faire céder la mairie sur la concession des parkings aux requins de Vinci. Cette grève est malgré tout une victoire pour ceux qui exercent les activités de ramassage. Le NPA Val-de-Seine s'est rendu sur le piquet de grève pour exprimer son soutien aux grévistes.

tractations entre patrons : Sonopress vend 48 salariés à Lithorade qui les vire. Sonopress Bertelsmann n'est pas mis en cause, Lithorade récupère une des plus grosses maisons de disque comme client. Tout le monde s'y retrouve sauf une fois de plus les ouvriers... C'est bien cela, la logique capitaliste : abondance pour les plus riches, restrictions pour les autres ! Mais les salariés ne comptent pas en rester là et refusent de se laisser broyer. 29 janvier 2010 : ils bloquent l'entreprise malgré les menaces de retirer les machines, les tentatives pour les diviser, le « retard » dans le paiement du salaire de janvier... Et ce n'est pas les 4 000 euros de prime de licenciement et les 1 000 euros supplémentaires s'il n'y a pas de vague qui changeront quelque chose ! Pour maintenir les emplois, la solution n'est pas les subventions publiques aux entreprises privées, mais l'interdiction des licenciements ! Pour imposer notre revendication, c'est tout ensemble que nous devons nous battre. C'est nous qui travaillons, c'est nous qui produisons, c'est à nous de décider !

### ESCLAVAGISME DISCOUNT.

Les salariés des magasins Ed de Colombes (92) et Évry (91) sont en grève illimitée contre la mise en location-gérance de leur magasin. Ed, filiale du groupe Carrefour, a décidé de mettre en location-gérance plus d'un tiers de ses magasins en revendant les salariés avec les meubles. Ils perdent ainsi la plupart de leurs acquis (treizième mois, participation, intéressement, etc.) et ne font plus partie du groupe Carrefour. Ils n'ont même pas la possibilité de refuser leur transfert ! Pour les diviser, la direction vend magasin par magasin, et dans les premiers se trouvent un délégué syndical CGT et un militant de SUD venant d'être réintégré après un licenciement injustifié. Faisant déjà face à des conditions de travail exécrables et des salaires au rabais, les salariés sont désormais bradés comme du vulgaire bétail. Les grévistes sont déterminés à mener le combat pour leur réintégration au sein du groupe Carrefour et invitent les autres salariés d'Ed à les rejoindre dans la grève.

## NO COMMENT

*Brice Hortefeux ne s'est pas contenté de réagir. Il a même anticipé : l'événement dramatique de l'Oise, c'était le vendredi et dès le mercredi, il avait fait voter un dispositif.*

FRÉDÉRIC LEFEBVRE SUR EUROPE 1.

**TOUT est à nous !**  
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste  
**Rédaction :** 01 48 70 42 27  
**Diffusion :** 01 48 70 42 31  
**Administration :** 01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil  
**Mail :** [redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)  
**Numéro ISSN :** 1969-8178  
**Commission paritaire :** 0414 P 11508  
**Tirage :** 8 000 exemplaires

**Société éditrice :** Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)  
**Gérant et directeur de publication :** François Coustal  
**Impression :** Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 22  
Fax : 01 48 59 23 28  
mail : [rotoimp@wanadoo.fr](mailto:rotoimp@wanadoo.fr)

